

L'Union européenne et l'immigration clandestine : de la sécurité intérieure à la construction de la communauté politique de Denis Duez, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008, 280 p.

Bruno Charbonneau

Volume 28, numéro 3, 2009

La politique de la reconnaissance et la théorie critique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/039019ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/039019ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Charbonneau, B. (2009). Compte rendu de [*L'Union européenne et l'immigration clandestine : de la sécurité intérieure à la construction de la communauté politique* de Denis Duez, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008, 280 p.] *Politique et Sociétés*, 28(3), 238–240. <https://doi.org/10.7202/039019ar>

L'Union européenne et l'immigration clandestine: de la sécurité intérieure à la construction de la communauté politique

de Denis Duez, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008, 280 p.

La lutte contre l'immigration clandestine est aujourd'hui non seulement l'une des priorités de l'Union européenne (UE), mais elle fait aussi l'objet de nombreux travaux universitaires depuis quelques années et elle attire l'attention des médias régulièrement. Le sujet est chaud et il provoque des débats publics, parfois mouvementés, mais qui ne questionnent que très rarement les fondements même de ce projet européen. Dans son livre publié aux Éditions de l'Université de Bruxelles, Denis Duez se demande comment et pourquoi une telle « lutte » menée au nom de la sécurité, de la justice et de la liberté n'est pas remise davantage en cause alors qu'elle engendre couramment des conséquences tragiques chez les migrants. Pour ce faire, l'auteur resitue la question dans le cadre plus large de l'intégration européenne.

D. Duez ne présente pas une analyse de politiques publiques en soi (bien que son livre offre quelques éléments d'une telle analyse), mais surtout une analyse d'une politique de sécurité. Plus précisément, il considère que le « discours de sécurité » entourant la lutte contre l'immigration clandestine est primordial pour toute compréhension du sujet. Selon lui, la « lutte » active nécessairement des mécanismes d'inclusion et d'exclusion qui mettent à l'écart et qui permettent de contrôler (du moins en théorie) les indésirables. De plus, selon D. Duez, la stratégie de l'UE participe à la construction d'un Autre menaçant qui permet de construire une identité européenne fondée sur la peur de cet Autre (pas nécessairement de manière volontaire, mais pas inconsciemment non plus). Par conséquent, comme il l'admet (p. 24), il n'étudie pas le sort des immigrants. Il se concentre plutôt sur les Européens eux-mêmes, contribuant ainsi plus aux études sur l'UE qu'aux études sur l'immigration.

Le traitement que fait l'auteur de la question est méthodique, approfondi et théoriquement sophistiqué. Après une discussion détaillée de son approche méthodologique et théorique dans l'introduction et le premier chapitre (p. 18-73; sur laquelle nous reviendrons), il discute de la question dans le contexte de l'évolution de la politique de sécurité intérieure de l'UE depuis Schengen, en passant par Maastricht et les effets du 11 septembre 2001 (chap. 2). Le chapitre 3 est très informatif et décrit en détail, dans leur complexité et leurs détours, le dispositif et les pratiques courantes de la lutte contre l'immigration clandestine. Au chapitre 4, D. Duez présente sa thèse principale selon laquelle la lutte contre l'immigration clandestine contribuerait à légitimer l'ordre politique européen.

La politique de l'UE «contribue à façonner une représentation particulière du monde social dans laquelle émerge un couple menaçant-menacé susceptible de structurer une identité collective européenne» (p. 211). Cette représentation et son effet double de légitimer l'ordre et l'identité collective européens sont fondés, selon D. Duez, sur la construction européenne d'une peur de l'Autre, c'est-à-dire le migrant menaçant. La thèse est très bien étayée et convaincante à plusieurs niveaux, mais elle semble affaiblie par les choix méthodologiques et théoriques de l'auteur et ce, à deux niveaux.

D'abord, le choix de se concentrer sur les Européens eux-mêmes et non sur le sort des clandestins semble légitime à première vue. Il permet de limiter et de définir les paramètres de la recherche et il est justifié «pleinement au regard de la méthodologie» adoptée (p. 24). Le problème est que, justement, la méthodologie rend le clandestin silencieux, invisible et absent. Le livre donne la forte impression que l'Autre n'a aucune agence, n'influence nullement les processus européens et n'entre dans aucune dynamique avec l'Européen. C'est ce que Jaap de Wilde a appelé «*EU-centrism*», c'est-à-dire la très forte tendance des travaux universitaires à discuter de l'intégration européenne isolée des affaires mondiales, en dehors de contextes plus larges¹. Entre autres dans le cas présent, l'Europe demeure, dans une certaine mesure, coloniale lorsque vue sous l'angle de ses inégalités politiques, économiques, sociales et culturelles. Par exemple, les préjugés, les débats et les questions entourant le statut de «l'immigrant» pour les individus nés en France, pour les citoyens français, sont des rappels continuels des hiérarchies coloniales (sans parler de la «révolte» des banlieues françaises). Évidemment, l'auteur n'avait pas à analyser et à discuter en détail de tout ce bagage historique. Il est regrettable, toutefois, qu'il ne semble pas en avoir au moins reconnu l'importance parce que l'identité, la conscience et la compréhension que l'Europe moderne a d'elle-même ont longtemps reposé sur son Autre colonial.

Deuxièmement, le choix méthodologique et théorique de l'auteur, ou plus précisément ce qu'il en fait, est surprenant. Il emprunte fortement et explicitement des théories et des approches critiques de la sécurité, en particulier les travaux de Jef Huymans² et de Didier Bigo³. D. Duez se proclame néanmoins positiviste en rejetant du revers de la main le dilemme normatif (fait/valeur). Il critique la position postpositiviste ou

-
1. Jaap H. de Wilde, 2007, «The Poverty of EU Centrism», dans *Die Europäische Union im 21. Jahrhundert* [The European Union in 2001], sous la dir. De Hans-Georg Ehrhart, Sabine Jaber, Bernhard Rinke et Jörg Waldmann, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, p. 238-248.
 2. Jef Huymans, 2006, *The Politics of Insecurity: Fear, Migration and Asylum in the EU*, London, Routledge.
 3. Parmi plusieurs autres travaux : Didier Bigo, 1996, *Polices en réseaux : l'expérience européenne*, Paris, Presses de Sciences Po.

normative assumée des auteurs dont il s'inspire le plus sur la base de leur « relativisme extrême » et en affirmant qu'une « limite rencontrée par les auteurs postmodernes et constructivistes critiques tient à la normativité de leurs analyses » (p. 62). Puisqu'il n'élabore nullement sur le lien entre « limite » et « normativité », le lecteur doit comprendre que toutes les prétentions ou les explorations normatives sont à éviter et peu « scientifiques ». D. Duez définit donc implicitement la science en termes d'exigences méthodologiques qui doivent protéger la séparation entre les faits et les valeurs, tandis que J. Huymans démontre que l'appréciation du dilemme normatif ne mène pas nécessairement à écrire des pamphlets politiques et n'empêche pas la production du savoir. Selon ce dernier, la subjectivité qui influence l'acquisition des connaissances et la production du savoir n'est pas un problème en soi. Ce qui importe, c'est le statut épistémologique qui est donné aux prémisses normatives et la manière dont elles sont intégrées dans la production d'un savoir et d'une « expertise⁴ ».

Bref, le livre de Denis Duez offre une excellente vue d'ensemble, une analyse approfondie et sophistiquée et une présentation provocante de la lutte contre l'immigration clandestine de l'UE. Il devrait susciter plusieurs débats et, on l'espère, mener les discussions autour de l'intégration européenne et de la politique d'immigration dans d'autres directions, et ce, malgré des limites qui diminueront peut-être sa portée et son impact.

Bruno Charbonneau
Université Laurentienne

***Concepts and Method in Social Science:
 The Tradition of Giovanni Sartori***

sous la dir. de David Collier et John Gerring, New York,
 Routledge, 2009, 368 p.

Giovanni Sartori est ce qu'il conviendrait d'appeler un « géant » de la science politique. Il a reçu son doctorat en science politique et sociale de l'Université de Florence en 1946 et a enseigné dans de prestigieux départements de science politique partout dans le monde, notamment ceux de Harvard, de Yale, de Stanford et de Columbia. Fondateur de la *Rivista Italiana di Scienza Politica* et directeur pendant plus de trente ans, ses travaux dans les domaines de la démocratie, de la méthode comparative et de l'analyse conceptuelle ont contribué au développement de

4. Huymans, *The Politics of Insecurity*, p. 155-159.